



GAUCHE(S) ENTRETIEN

## Jean-Luc Mélenchon : « Le pouvoir ne contrôle plus la police, il en a peur »

**Une semaine après la mort du jeune Nahel, le chef de file de La France insoumise revient sur la nécessité d'apporter des réponses politiques aux violences policières et à la relégation des quartiers populaires. Et appelle la gauche à « se réveiller » face à l'extrême droite.**

Mathieu Dejean, Fabien Escalona et Ellen Salvi - 5 juillet 2023 à 18h07

Le ton est de nouveau monté, mardi 4 juillet, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Interrogée par la présidente du groupe La France insoumise (LFI), Mathilde Panot, sur l'absence de réponses politiques une semaine après la mort du jeune Nahel, tué à bout portant par un policier, la première ministre s'est encore attaquée au mouvement de Jean-Luc Mélenchon. « *Vous sortez du champ républicain* », a-t-elle cette fois lancé aux députés-insoumis.

Depuis le drame de Nanterre, les critiques de la droite et de l'extrême droite se sont concentrées sur LFI, gagnant peu à peu les rangs de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). Le débat sur les violences policières et les quartiers populaires, lui, a été complètement éclipsé. Dans un entretien accordé à Mediapart, Jean-Luc Mélenchon analyse les ressorts de ce basculement, derrière lequel il perçoit l'avènement d'un « *front antipopulaire* ».

**Mediapart : Cela fait une semaine que Nahel a été tué à bout portant par un policier. Très vite, le débat n'a plus porté sur les violences policières, mais sur celles des jeunes des quartiers populaires. Quel regard portez-vous sur ce basculement ?**

**Jean-Luc Mélenchon :** Le président aurait dû répondre, séance tenante, aux problèmes qui ont créé les

circonstances de la mort de Nahel, c'est-à-dire immédiatement suspendre cette loi « permis de tuer » Cazeneuve de 2017. Mais comme son intention n'est pas de répondre aux problèmes qui sont ici posés, il en a inventé d'autres. C'est une tactique de diversion.

Il a d'abord pointé la responsabilité des parents – ce qui est un propos insultant, qui manifeste son refus de prendre en compte leur situation sociale. Puis, il a mis en cause les jeux vidéo – ce qui est une assertion digne du café du commerce, car il n'y a aucune étude qui atteste d'un lien entre ces jeux et la violence. Enfin, la majorité nous a pointés, nous, les Insoumis.

Quand j'ai expliqué que nous appelions à la justice, on en a déduit que je n'appelais pas au calme et cela nous a été reproché. Pourtant, nous intervenons sur notre terrain. Nous ne sommes pas des sociologues ou des urbanistes. Notre rôle consiste à formuler une évaluation politique d'un problème politique pour lui apporter des réponses politiques.

### Comment jugez-vous celles du pouvoir ?

Je note que la première réaction de Macron, lorsqu'il a été informé de la mise à mort d'un jeune homme de 17 ans, a été humaine. Comme n'importe quel parent, il a estimé que cet événement était inacceptable, ce qui est vrai. Et il s'est arrêté là, laissant le soin à un ministre d'appeler la mère de Nahel. Il aurait pu l'appeler lui-même ou aller la voir, ce qui aurait été un geste extrêmement fort, pour montrer qu'il n'y avait pas de décrochage entre la population et les autorités.

Au lieu de cela, il a passé son temps à courir derrière la police. Ce qui a été immédiatement compris par les syndicats policiers Alliance et Unsa Police, qui ont produit un communiqué en tous points inacceptable. Or, nous n'avons pas entendu une seule critique. Quand on a interrogé Dupont-Moretti ou d'autres dirigeants, ils ont dit que ce n'était pas leurs paroles, voire qu'ils n'avaient pas de commentaire à faire. Ce qui veut dire que nous sommes

plus en danger que nous ne le pensions.

« Le président et son gouvernement n'ont toujours pas fait une seule proposition en rapport avec les événements. »

L'organisation majoritaire de la police déclare que « *l'heure n'est pas à l'action syndicale mais au combat* » et même que « *les policiers sont au combat car nous sommes en guerre* ». Je parle là comme le représentant politique d'une partie de l'opinion des Français, qui se sent menacée par un pouvoir qui se comporte de cette manière face à la population des quartiers populaires. Et qui ne fait rien quand des bandes armées de fascistes viennent dans les rues choper des gamins et les livrer à la police. J'insiste donc : nous sommes en danger car le pouvoir ne contrôle plus la police. Il en a peur. Il lui est soumis.

Voilà la situation au bout d'une semaine. Avec ce constat inouï que le président et son gouvernement n'ont toujours pas fait une seule proposition en rapport avec les événements, à part envoyer 45 000 hommes [*chargés du maintien de l'ordre – un chiffre volontairement surestimé par le ministère de l'intérieur, selon Le Canard enchaîné – ndr*] dans tout le pays. Même Jacques Chirac, en 2005, avait tenu un discours qui essayait de préserver un terrain commun, sur lequel les gens de tous bords pouvaient se retrouver.

À l'époque, Claude Dilain, le maire de Clichy-sous-Bois, avait eu cette phrase magnifique au congrès du PS, tenu à la sortie des révoltes urbaines : « *Vous souhaitez un retour à la normale, mais c'est la normale qui est insupportable.* » Nous savons que la normale est insupportable et que le peuple qui se trouve là la supporte avec un courage et une patience incroyables. La réponse, c'est donc la justice. Autrement dit : le calme, ça se construit.

**Vous affirmez que le pouvoir a peur de la police. C'est une parole forte. Est-ce selon vous une situation inédite sous la V<sup>e</sup> République ?**

C'est justement une situation similaire qui a donné la Constitution de 1958, car le pouvoir ne contrôlait plus l'armée. Là, il ne contrôle plus la police, dont les syndicats

majoritaires utilisent des mots directement tirés du répertoire de l'extrême droite, en traitant la population qui lui résiste de « *nuisibles* ». On avait eu un premier signal d'alerte quand Christophe Castaner s'était prononcé contre les clés d'étranglement. On avait alors été stupéfaits de voir des policiers réclamer que leur soit laissé le droit d'étrangler. À ce moment-là, on avait compris que pour montrer une telle audace, il fallait qu'ils sentent un rapport de force favorable. De fait, M. Castaner y a laissé son ministère.

**Comment expliquez-vous qu'il soit devenu impossible d'avoir un discours critique sur la police ? De tout simplement dire qu'il y a un problème de racisme dans la police sans être immédiatement mis au ban de la République ?**

Au point de départ, il y a une confrontation de deux visions du monde et des rapports sociaux : l'extrême droite et les Insoumis. Ceux qui partageaient la doctrine économique du libéralisme se sont retrouvés face à une population qui résistait massivement à leur politique. Ils ont alors accepté le discours de diversion de l'extrême droite, prétendant que le problème c'est l'immigré, et même le musulman, afin d'introduire une coupure dans la population française. Ce faisant, ils ont dévalé la pente. C'est le destin promis à quiconque cède un mètre de terrain à l'extrême droite.

« Il y a eu un retournement du front républicain, transformé en "front antipopulaire". »

Cette évolution vers le pire se traduit politiquement par ce que les économistes Bruno Amable et Stefano Palombarini appellent le « bloc bourgeois ». On a bien vu au second tour des législatives que le pouvoir considérait que le pire, ce n'était pas l'extrême droite mais nous. Puis, il y a eu le tournant de l'élection partielle en Ariège, où une candidate insoumise, arrivée nettement en tête au premier tour, a vu tous les autres se mettre d'accord pour la battre au second. Aussitôt, nous avons entendu Jean-Pierre Raffarin affirmer qu'un front républicain à l'envers s'était constitué. Et en effet, il y a eu un retournement du front républicain, transformé en « front antipopulaire ».

J'utilise cette expression, car elle rappelle la situation de 1936, lorsque tous les autres s'étaient mis d'accord contre le Front populaire, selon le slogan « mieux vaut Hitler que le Front populaire ». La formation de ce front antipopulaire est une porte ouverte à la catastrophe pour notre pays.

**Vous et le mouvement LFI avez cristallisé les critiques. Vos détracteurs vous excluent de l'arc républicain. Comment comptez-vous briser cet isolement ?**

D'abord, on ne se sent pas isolés. Nous représentons un secteur de la population. Notre ciblage n'est en fait qu'un prétexte à une autre visée politique, à savoir l'unification des droites. Le défi qui nous est posé, c'est de ne jamais mettre à distance les milieux sociaux que l'on représente, même quand ils ont des contradictions – parce que ça ne fait plaisir à personne que des voitures brûlent. Nous devons empêcher qu'une partie de notre bloc bascule du côté du parti de la répression. Pour cela, il faut continuer d'être l'expression politique de ce bloc, même quand c'est difficile. La justice partout est sa cause commune !

De toute façon, aucune propagande n'effacera les données du problème. Premièrement, les quartiers populaires ont été mis au ban de la République, avec des populations racisées par le regard des autres, assignées à résidence et à religion, qui bénéficient de moins d'argent, de transports et d'offre médicale que les autres. Deuxièmement, les riches ont fait sécession. Ils se sont réfugiés dans leurs quartiers avec une vision fantasmée du reste de la société. De manière générale, tout ce qui était de l'ordre de la mise en commun disparaît, avec pour résultat « chacun chez soi ».

**Vous évoquez « les riches », mais les comportements de sécession sociale peuvent aussi toucher les classes moyennes...**

Parlons-en. Déjà dans les années 1930, les classes moyennes représentaient un enjeu électoral. Elles étaient plus hétérogènes qu'aujourd'hui, avec beaucoup de boutiquiers et de paysans. La droite opposait le sort de ces groupes à celui des ouvriers, dans son combat contre le Front populaire. Aujourd'hui, on fait face à un milieu plus

homogène qu'à cette époque, en raison d'une communauté matérielle de fait dans la dépendance aux réseaux.

Regardons de plus près. Pour que la stratégie de centre-gauche fonctionne, comme dans les années 1970, il faut des classes moyennes ascendantes. Quand j'étais adhérent socialiste à Lons-le-Saunier [*dans le Jura – ndlr*], ma secrétaire de section était une assistante sociale, mon premier secrétaire fédéral était un maître de conférences à la faculté. Qui étaient ces gens-là ? Des enfants d'ouvriers syndiqués, en ascension sociale et communiant dans des mots d'ordre transversaux, comme celui de l'autogestion.

La différence, c'est qu'aujourd'hui les classes moyennes ne sont plus ascendantes. Elles sont appauvries et en voie de déclassement. Leur rapport à la politique est déterminé par une incertitude : dans la polarisation sociale, de quel côté vont-elles aller ? Là, en ce moment, elles penchent vers le retour au calme. Dans huit jours, cependant, vous aurez une avalanche de documents, d'articles, de tribunes sur les conditions de vie dans les banlieues. À ce moment-là, je pense que les classes moyennes « sachantes » et éduquées vont reprendre leur sang-froid, et seront convaincues qu'il n'y a pas de solution policière à une situation pareille.

**Quelle stratégie politique adopter dans une arène médiatique hystérisée et binarisée ? Vous avez pour principe de ne jamais reculer sur vos prises de position, mais n'est-ce pas prendre le risque de devoir vous justifier sans cesse sur la forme, au détriment du fond ?**

Je vous rappelle que nous ne vendons pas des glaces. Nous appartenons à un camp politique, on ne peut pas marchander nos convictions. Et c'est la condition pour être entendus ensuite.

Si nous ne tenons pas bon, qui va le faire ? De qui gagnerait-on la sympathie en cédant ? Des gens qui s'affolent ? De ceux qui ont peur ? Il faudrait alimenter celle-ci ? Non. Notre devoir est de tenir bon. À cet égard, je suis formidablement et agréablement surpris par la capacité de résistance du groupe parlementaire des Insoumis. Beaucoup ont été élus pour la première fois de leur vie. Ils ont à peine un an d'Assemblée nationale, avec

des reproches constants à supporter.

« À chaque étape, à chaque pas, on dit quelque chose à quelqu'un qui se sent plus digne, plus fort. »

Nous ne perdons pas de temps à nous expliquer sur la forme, car de forme il n'y en a pas : c'est une pure invention. Aucun d'entre nous n'a appelé à l'insurrection ou à mettre le feu. En revanche, quand je vais à la télévision et que je raconte la situation des mères qui ont du mal à faire face, je suis entendu par des milliers de femmes qui sont la substance du quartier populaire. À chaque étape, à chaque pas, on dit quelque chose à quelqu'un qui se sent plus digne, plus fort.

**Revenons à la mort de Nahel. Le gouvernement de Bernard Cazeneuve et François Hollande a fait voter en février 2017 une loi permettant un usage facilité des armes à feu pour les forces de l'ordre. Tout le groupe PS avait voté pour. Est-ce possible aujourd'hui pour la Nupes d'avoir une position commune pour son abrogation ?**

Vous avez raison de pointer cette loi. Ç'eût été le bon sens élémentaire de la suspendre après la mort d'un enfant. Le signal que recevrait la police, c'est : on ne tire plus. En légitime défense, personne n'a jamais discuté du fait qu'ils se servent de leurs armes. Ils le savent. Mais je suis toujours pour limiter la casse. J'avais ainsi été conduit à dire qu'il faut les désarmer pour encadrer les manifestations. Nous défendons aussi le dépaysement immédiat de toute affaire de violences policières, ce qui est une revendication du Syndicat de la magistrature, et la création d'une commission « Vérité et justice ». Nous en avons besoin, car il y a un grand nombre d'affaires où il n'y a pas encore de décision de justice.

Venons à celles et ceux qui ont voté cette loi. Pour commencer, ni les Verts ni les communistes ne l'ont fait – c'est un bon début. Quant aux socialistes, leur groupe à l'Assemblée a fait un communiqué qui dit ceci : « *Parce que nous sommes attachés à l'ordre républicain, [...] nous le disons clairement : il faut urgemment redéfinir une doctrine de maintien de l'ordre, travailler à une réforme de la formation des policiers, à une refonte des autorités de*

*contrôle et de sanction de nos forces de l'ordre, mais aussi à une nécessaire évaluation de l'application de la loi de 2017, en vue de la réviser.* » Ils veulent donc la réviser, c'est mieux que rien. Quel besoin d'aller ensuite dire qu'ils ont une divergence fondamentale avec moi ? De quoi parlent-ils ?

**Juste après la mort de Nahel, vous avez dit que la police devait être « entièrement refondée ». Qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? Et que répondez-vous à toutes celles et ceux qui, à gauche, estiment que la police sera toujours une force de répression au service de l'État ?**

Il y a besoin d'une police dans toutes les sociétés, c'est l'évidence depuis que les villes existent. Je ne pense pas qu'on se passera de la nécessité de faire appliquer la loi par des gens qui représentent l'État. Pourquoi ? Parce qu'on ne veut pas que tout le monde s'en mêle. Il y a une police, pour que tout le monde ne la fasse pas, et parce qu'il faut la faire bien. C'est donc un métier et une délégation de pouvoir qui doivent rester sous étroit contrôle politique. Traditionnellement, les grandes forteresses de l'État sont cogérées. Le ministre de l'intérieur compose avec les syndicats de police. Mais entre composer et lui donner le pouvoir, il y a une marge !

Les enquêtes démontrent que près de 50 % des policiers votent à l'extrême droite. Comment se fait-il que le corps chargé du maintien de l'ordre républicain ait majoritairement comme opinion des idées qui ne le sont pas ? Qu'est-ce qui fait qu'un homme de 24 ans tire sur un gamin ? Ou sur une jeune femme ? C'est parce qu'il n'y voit pas son frère ou sa copine. Je ne dis pas qu'ils tirent par racisme, mais leur racisme leur fait oublier sur qui ils sont en train de tirer. C'est ma conviction.

Il faut donc refonder la police, en commençant par la formation, la reprise en main de l'encadrement, le rétablissement du code de déontologie de Pierre Joxe... Je vous rappelle d'ailleurs que lorsque celui-ci était ministre de l'intérieur et que des policiers sont venus manifester en armes sous ses fenêtres, il en a mis à pied cent vingt, et exclu quatre. Je vous garantis qu'après cela il y avait une ambiance de travail. Les revendications, oui, c'est la vie

syndicale. Mais le syndicat qui écrit « *nous sommes en guerre* », ce devrait être une mise à pied directe.

**Vous avez évolué sur les questions d'islamophobie. Peut-on dire la même chose à l'égard de la violence en politique ?**

Par rapport à mes 20 ans, incontestablement. À 20 ans, j'étais un admirateur de la guerre de guérilla du Che. Ensuite, après le coup d'État de Pinochet, j'étais d'accord avec ceux qui faisaient de la résistance armée. Et puis, j'ai fait le bilan de tout ça : avons-nous eu un résultat significatif où que ce soit, d'une quelconque manière ? Non, et les meilleurs sont morts.

« La violence comme stratégie politique ne mène nulle part. »

Je pense définitivement que la violence comme stratégie politique ne mène nulle part. Non parce que je serais une espèce de saint que la violence effraierait, mais parce que ça ne mène qu'à des désastres. Je prône les stratégies non violentes. La seule stratégie révolutionnaire, c'est le vote.

**Comment expliquez-vous alors qu'on vous accuse d'être du côté de la violence ?**

Nous devons passer notre temps à nous défendre d'être des violents, alors que c'est le pouvoir qui institutionnalise la violence. Par ailleurs, il y a aussi une dérive sémantique du vocabulaire. Quand j'entends Macron parler de « décivilisation », ça me fait peur. Même lorsqu'on parle d'émeutes, par habitude de langage, cela suggère que c'est un truc fou et aveugle, alors qu'on voit bien que les choses sont plus compliquées. Nous sommes dans une situation de révoltes urbaines. Elles prennent des formes qui épousent le terrain.

**Justement, vous insistez beaucoup sur le fait urbain dans votre ouvrage « L'Ère du peuple ». En 1989, déjà, le texte fondateur de la Nouvelle école socialiste théorisait le concept de « social-démocratie urbaine ». Comment les habitant·es des quartiers populaires peuvent-ils reprendre le contrôle collectif sur cet espace ?**

Mon idée, à l'époque, c'était qu'avec l'urbanisation du monde, les nouvelles organisations progressistes, socialistes et collectivistes naîtraient de la structure urbaine et pas dans les entreprises. La ville n'est pas un décor, elle correspond à son époque. Logiquement, elle a accompagné les diverses mutations du capitalisme.

Sous l'ère fordiste et keynésienne, on avait découpé la ville en morceaux : l'endroit où l'on habite, l'endroit où l'on va se balader, l'endroit où l'on mange, etc. Mais c'était une ville de contrat social, dans laquelle tout le monde vivait ensemble. Puis, on est passé à la ville néolibérale, marquée par une dynamique de gentrification. Aujourd'hui, dans Paris, si vous êtes une famille et que vous n'avez pas 5 000 euros à deux, vous ne pouvez pas y arriver.

La ville produit aussi des formes politiques spécifiques. Lorsque ses habitants sont sans ressources, ils entrent dans des phases de révolte qui sont des éruptions. Il n'y a plus de médiation pour que ça se traduise dans des formes où un compromis soit possible. La ville n'en est pas moins le nouveau terrain de la conflictualité sociale, parce que pour produire et reproduire votre existence matérielle, vous avez besoin des réseaux. Et avec un réseau, on ne négocie pas. L'eau du robinet coule ou elle ne coule pas. Il y a de l'électricité ou il n'y en a pas.

« J'appelle chacun à surmonter l'esprit de clan, afin de se mettre à la hauteur des événements. »

**La coupure de la classe politique avec des quartiers populaires ne date pas d'hier. Jusqu'où la faites-vous remonter et comment renouer le lien entre les habitant·es de ces quartiers et les structures politiques ?**

Cette rupture dépend du rapport de force social. Depuis toujours, les possédants répètent que les classes sociales soumises et opprimées sont dangereuses. Pendant la Commune de Paris, Émile Zola s'en va en disant : « *C'est une cause merveilleuse mais elle est mal représentée.* »

Quand les syndicats ont perdu leur puissance, détruite par le néolibéralisme, il n'y a plus eu de ligne de résistance sociale et politique. Les partis au pouvoir n'allaient pas

donner raison à ceux qui protestaient contre leur gestion, c'est-à-dire les quartiers populaires. L'ultime ligne de défense que nous avons, c'étaient les associations, et elles ont aussi été démontées. On a laissé des millions de gens désarmés. Et le discours des dominants continue : les révoltes sont de la faute des révoltés. Il n'y a absolument rien de nouveau sous le soleil depuis un siècle.

Les Insoumis disposent de 4 000 référents d'immeuble. Il n'y a pas une seule autre organisation qui fasse ça. On est encore loin du compte, il nous en faudrait 4 à 5 fois plus. Il y a aussi la représentation politique. C'est-à-dire faire élire Rachel Keke, Carlos Martens Bilongo, ou Louis Boyard, qui vient lui aussi d'un quartier populaire. Donc, le problème est posé et on essaie d'y répondre.

Mais je considère que c'est la restructuration sociale qui produira sa propre représentation politique. La loi prévoit déjà que les villes de plus de 20 000 habitants doivent faire des comités de quartier. Mais dans combien de villes y en a-t-il vraiment ? À partir du moment où vous avez des immensités urbaines, sans bords, sans limites, il est évident que la question de la gestion se pose différemment, et que la bonne échelle, c'est le quartier.

**Le mouvement social contre la réforme des retraites a subi une défaite, on voit l'agenda sécuritaire s'imposer et plusieurs responsables politiques parler comme l'extrême droite. Quelles initiatives concrètes la gauche doit-elle lancer pour ne pas subir cet agenda mortifère ?**

Il faut d'abord que la gauche existe. En politique, nous avons réussi à surmonter la division – au prix de nombreuses difficultés – en proposant la coalition Nupes pour les élections législatives. Mais ça ne suffit pas. La stratégie, c'est l'union populaire, pas seulement l'union

des partis politiques. L'union populaire, c'est un objectif qui s'adresse à la masse et qui transite aussi par des formes organisées. On l'a vu pendant la bataille des retraites, nous n'avons toujours pas surmonté l'absurde division entre forces sociales et forces politiques. Naturellement, nos adversaires profitent à 100 % de la situation : ils opposent les syndicats aux organisations politiques, puis les organisations politiques entre elles.

Après une semaine de révoltes et sans aucune réponse du pouvoir, sommes-nous capables d'appeler ensemble à une mobilisation ? Pouvons-nous porter des mots d'ordre communs comme « la vérité et la justice » ? Les marches de samedi y répondent [*un appel collectif au rassemblement a été lancé pour le 8 juillet – ndlr*]. Cela préfigure bien l'union populaire.

Les discussions ont lieu, on fait ce qu'on peut, mais nos adversaires sont très habiles : en me diabolisant, ils essaient de me rendre infréquentable. Ma personne n'est pas le sujet. C'est pourquoi j'appelle chacun à surmonter l'esprit de clan, de chapelle et de groupe, afin de se mettre à la hauteur des événements. Quand vous avez des fachos dans la rue, il est quand même temps de se réveiller, non ? Il faut être capable d'y opposer un front non violent, mais qui, pour être efficace, doit être dix fois, cent fois plus massif que celui des violents.

Mathieu Dejean, Fabien Escalona et Ellen Salvi

---

## Boîte noire

Cet entretien a été réalisé mardi 4 juillet au siège de LFI. Il a été relu par Jean-Luc Mélenchon et amendé à la marge.

---